

circonscription d'Ottawa-Vanier, au centre-ville d'Ottawa, n'a pas été exempté des effets de la migration de ses résidents vers les banlieues. Ceci a ralenti la croissance économique du centre-ville d'Ottawa et a amené des pressions très fortes pour de nouveaux systèmes routiers qui desserviront les banlieues où on couche et les centres-villes où on travaille.

Il y a sans doute un certain nombre de raisons pour que les tendances d'hier affichent maintenant de la modération. Une conscience nouvelle qui apporte avec elle des valeurs changeantes constitue probablement un autre facteur. Un nombre croissant de personnes habituées à vivre en banlieue ou ailleurs veulent maintenant retourner vivre dans les centres-villes. Ce n'est peut-être pas un changement dramatique mais on peut y constater des résultats salutaires. On demande maintenant que la qualité de vie des centres-villes soit mieux équilibrée entre les sites d'emploi et les quartiers résidentiels. Ceci constitue un renversement de la tendance manifestée depuis quelques années. Il est donc important que toute planification et toute stratégie en matière d'habitation et d'urbanisme soient étroitement liées à ces nouvelles tendances.

[Traduction]

Il a fallu que les politiques fédérales en matière de logement soient en même temps progressistes et adaptées à la grande diversité des besoins spéciaux qui ont toujours existé. C'est le principe central des politiques fédérales sur le logement: elles ne visent pas simplement à aider à fournir des maisons de brique, de mortier et de bois, mais aussi à aider les gens, surtout ceux qui sont incapables de se débrouiller seuls.

Je veux parler de ceux qui constituent les minorités importantes de notre société, c'est-à-dire les pauvres, les personnes âgées, les malades, les autochtones et tous les autres qui sont défavorisés dans un monde concurrentiel. Ils ont toujours été à la base de la politique nationale de logement et nous continuons aujourd'hui à satisfaire à leurs besoins grâce à divers programmes spécialement conçus pour les aider tout en maintenant la dignité essentielle à tous les êtres humains. Bien entendu, nous ne sommes pas seuls dans cette entreprise. Comme dans la plupart des autres domaines importants, il existe une certaine interdépendance des gouvernements pour le logement et nous travaillons de concert pour garantir que nous satisfaisions aux besoins de ceux qui sont le plus vulnérables.

Il est évident que nous ne pourrions pas le faire sans l'approbation du peuple canadien étant donné qu'il faut se servir de la force de la majorité pour aider les minorités vulnérables. C'est tout à l'honneur des Canadiens qu'ils soient prêts à appuyer le principe voulant que les plus fortunés d'entre nous assument une responsabilité fondamentale envers nos concitoyens qui ont besoin de notre aide, que ce soit provisoirement ou de façon permanente. Appelez-cela l'esprit de fraternité, si vous voulez, mais il existe, on peut le sentir, et il contribue à la grandeur de ce vaste pays qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique.

Nous avons tous été préoccupés collectivement et avec raison par la construction et l'amélioration de nos milieux. Nous avons mis au point des programmes souples qui s'adaptent à nos besoins et répondent à nos objectifs nationaux. Tous les paliers de gouvernement continueront sans doute à établir des plans pour améliorer la qualité de la vie dans tous nos milieux.

L'Adresse—M. J.-R. Gauthier

Cependant, nous devons aujourd'hui relever au Canada un déficit d'importance pour nous tous. Pouvons-nous maintenir l'unité du pays? Que l'on parle d'unité nationale ou de compréhension nationale, pour ma part, je préfère l'expression compréhension nationale car j'en saisis mieux le sens . . .

Nous comprendre les uns les autres malgré toutes nos attaches régionales et locales, toutes nos coutumes et nos traditions différentes; comprendre ce pays où il y a deux langues officielles et une multitude de cultures; comprendre qu'il y a des forces qui travaillent à l'édification d'un meilleur Canada en même temps que d'autres forces qui veulent le détruire; voilà le défi que nous avons à relever! Il risque d'y avoir une crise qui menace tout ce que nous avons appris à aimer et à chérir et que nous voulons si ardemment garder. Le défi que nous avons à relever sur la voie de la fraternité humaine est de loin le plus important auquel nous ayons jamais eu à faire face.

● (2152)

Je me suis souvenu dernièrement d'un vieux proverbe anglais «do not trouble trouble till trouble troubles you» (il ne faut pas éveiller le chat qui dort). A mon point de vue, la seule façon de combattre le séparatisme est de faire du fédéralisme un choix plus attrayant.

On peut voir dans notre histoire que les sentiments séparatistes existaient il y a longtemps au Canada. Lord Durham, l'un de nos gouverneurs anglais, a écrit dans son rapport à l'Angleterre au début des années 1800: «J'ai trouvé deux nations qui se faisaient la guerre au sein d'un même état».

L'histoire nous enseigne que les Franco-ontariens, et nous sommes 500,000 en Ontario, ont rencontré bien des obstacles dans leur lutte pour obtenir le droit de vivre en français en Ontario. Nous avons lutté contre des règlements qui interdisaient aux écoles de l'Ontario d'enseigner le français. Nous avons lutté pour avoir des écoles françaises aux niveaux primaire et secondaire et nous les avons finalement obtenues en 1968.

Nous sommes encore en train de lutter pour obtenir le droit d'utiliser le français dans les tribunaux de l'Ontario. Nous demandons la permission de rédiger nos testaments, nos contrats, nos contrats hypothécaires et les autres documents légaux ordinaires en français. Nous demandons que les services essentiels comme l'assistance juridique, les services de santé, les communications et les documents officiels du gouvernement puissent être disponibles en français, tout ce que la plupart d'entre vous considérez comme votre dû dans vos provinces, que ce soit au Québec ou ailleurs.

Je pourrais continuer et vous débiter une litanie de services, comme les permis, les certificats, les avis, les demandes d'information, les documents publiés par les ministères ontariens et les organismes du gouvernement que l'on ne peut obtenir en français en Ontario. Mais toutes ces demandes et ces préoccupations, si importantes soient-elles, se résument à un principe de base qu'on appelle l'égalité des chances.

Il y a près d'un million d'autres francophones canadiens qui comme moi vivent à l'extérieur du Québec. Nous désirons être actifs, respectés et acceptés dans notre pays. Nous sommes Canadiens. Il se trouve que nous parlons français dans un milieu anglophone. L'adoption de deux langues officielles, respectant l'héritage particulier et les traditions de chacun n'avait-elle pas d'abord pour but de créer un pays uni? Il est